

20231004 Le Monde

https://www.lemonde.fr/politique/article/2023/10/04/immigration-la-gauche-cherche-un-recit-offensif_6192385_823448.html

Immigration : la gauche cherche un « récit offensif »

Les élus de la Nupes plaideront pour régulariser les étrangers sans papiers lors des débats au Parlement sur le projet de loi immigration, au-delà des seuls « métiers en tension ».

Par [Sandrine Cassini](#)

Article réservé aux abonnés



Le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, Boris Vallaud, et le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure, à Matignon, à Paris, le 14 septembre 2023. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

Comment reprendre la parole sur l'immigration, et peser dans les débats alors que le gouvernement cherche une voie de passage avec Les Républicains (LR), plutôt qu'avec la gauche ? Cette question donne du fil à retordre à la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes), à quelques mois de l'arrivée à l'Assemblée nationale du projet de loi immigration. « *Nous avons une bataille culturelle à mener. Le débat public est englouti par l'extrême droite et la droite* », défend le député écologiste (Yvelines) Benjamin Lucas, chargé de défendre la position de son groupe sur ce texte. « *La gauche ne peut pas partir éparpillée sur cette question-là* », abonde la députée communiste des Hauts-de-Seine Elsa Faucillon, invitant ses partenaires à « *chercher un récit offensif, plutôt que la respectabilité* ».

Lire aussi l'entretien : Article réservé à nos abonnés [Boris Vallaud : « Les Français sont favorables à la régularisation des étrangers par le travail »](#)

Pour faire contrepoids, encore faut-il que la Nupes réussisse à accorder ses violons sur un sujet qui la met traditionnellement mal à l'aise. Jusque-là silencieux, le Parti socialiste (PS) a fait adopter, mardi 3 octobre, en bureau national, la ligne politique qui servira de boussole à ses prises de position à l'Assemblée nationale. L'équation n'était pas simple : il s'agissait à la fois d'en finir avec les procès en angélisme, sans donner l'impression de céder à la droite, tout en trouvant une voie originale face au « en même temps » d'Emmanuel Macron. Le projet de loi du gouvernement comportant à la fois un volet répressif visant à faciliter les expulsions

des étrangers délinquants, et un volet dit « social » de régularisation des sans-papiers travaillant dans des secteurs économiques en tension.

Le texte du PS était donc attendu avec impatience par les élus de La France insoumise (LFI). Le député « insoumis » de Loire-Atlantique Andy Kerbrat voulait, par exemple, savoir si le parti à la rose allait rompre avec la ligne « vallsiste » fondée sur le diptyque « fermeté et humanité » qui avait prévalu sous le quinquennat de François Hollande. L'ancien ministre de l'intérieur, Manuel Valls avait, d'un côté, souhaité en finir avec la « politique du chiffre » de Nicolas Sarkozy appliquée aux interpellations d'étrangers en situation irrégulière, en mettant en œuvre une circulaire listant des critères de régularisation. De l'autre, il avait continué à prôner « *un maximum d'éloignements* ».

Stratégies divergentes

Une petite décennie plus tard, les socialistes paraissent prêts à solder – en partie du moins – cet héritage. Au cœur de leur récit, ils mettent l'accent sur la régularisation de tous les travailleurs sans papiers, une mesure qui n'avait pas été mise en œuvre sous le mandat de l'ancien président socialiste. « *Le travail est peut-être la porte d'entrée la plus compréhensible pour les Français* », défend le chef de file des députés socialistes, Boris Vallaud, qui entend par ce biais retrouver un écho dans une opinion publique séduite par la rhétorique répressive de la droite et de l'extrême droite.

Lire aussi l'analyse : Article réservé à nos abonnés [Immigration : le débat sur les régularisations des sans-papiers réveille les vieilles fractures de la gauche](#)

En allant bien au-delà des seuls « métiers en tension » choisis par le gouvernement, le PS rejoint ainsi la ligne défendue par les communistes, les « insoumis » et les écologistes. « *Régulariser ceux qui travaillent, c'est le minimum* », rappelle Benjamin Lucas. Sauf que pour peser face à l'exécutif, les stratégies des uns et des autres ont, jusque-là, divergé. Une vingtaine de parlementaires de gauche – dont le patron du Parti communiste, Fabien Roussel, et Boris Vallaud – ont signé, début septembre, au côté d'une dizaine de députés de la majorité présidentielle emmenés par l'élus Renaissance de la Vienne, Sacha Houlié, une tribune commune dans [Libération](#) appelant à défendre le fameux article 3 du gouvernement sur les métiers en tension.

Lire aussi le décryptage : Article réservé à nos abonnés [Immigration : l'exécutif pris en étau entre l'offensive de la gauche et les menaces de la droite](#)

Or, cette notion, qui sous-tend l'idée de choisir l'immigration en fonction des besoins de l'économie, fait débat à gauche. Elsa Faucillon n'a pas souhaité « *porter une mesure proposant une main-d'œuvre super corvéable* ». En bloc, LFI a rejeté le texte, qui revenait aussi à « *donner un point à un projet de loi qui va pourrir la vie des immigrés* », argue Andy Kerbrat. Après avoir boudé le premier texte, un collectif d'élus « insoumis » et écologistes a lancé une contre-offensive en faisant paraître [une autre tribune dans Libération](#) le 27 septembre, dénonçant les métiers en tension, qui visent à « *réduire une personne à l'éventuelle utilité de la force de travail qu'elle représente* ». A leurs yeux, c'est tous les travailleurs sans papiers qu'il faut régulariser, sans exception.

Au-delà des postures, les querelles au sein de la Nupes sur d'autres sujets, comme les élections européennes de 2024, expliquent également ces dissensions. Boris Vallaud préfère y voir un simple malentendu avec ses partenaires de la Nupes, qui « *ont pu croire* » que la tribune plaidant pour la « *régularisation des travailleurs sans papiers* » dans les métiers en tension était « *un solde de tout compte* » offert au gouvernement, « *alors qu'il s'agissait d'un socle minimal* ».

« Sacs de sable »

Pour ses signataires, l'alliance avec l'aile gauche de la Macronie avait surtout pour but de créer une fracture dans la majorité et de « *mettre des sacs de sable* » autour d'une mesure, que le gouvernement est tenté de vouloir abandonner pour trouver un accord avec Les Républicains, qui en ont fait une ligne rouge. Elisabeth Borne, qui donnait jusque-là l'impression de soutenir Sacha Houlié en coulisses pourrait, elle aussi, avoir changé de pied. C'est en tout cas ce qu'a compris Boris Vallaud à l'issue de son dernier rendez-vous avec la première ministre, le 14 septembre. « *Nous n'avons pris aucun engagement sur la régularisation systématique par le travail* », lui a déclaré la locataire de Matignon.

Or, seul un dispositif législatif est capable de mettre fin au principal défaut de la circulaire Valls, activée de manière discrétionnaire par les préfets. « *Le ministre de l'intérieur oppose un véritable mur à l'accès au séjour pour le travail* », plaide le président de la Fédération des acteurs de la solidarité, Pascal Brice, cheville ouvrière de la tribune transpartisane des élus.

Lire aussi la chronique : Article réservé à nos abonnés [Immigration : « Pour la gauche qui veut reconquérir les classes populaires, rien n'est pire que le silence gêné sur ce sujet »](#)

Autre rupture avec l'époque Valls, la direction du PS n'assume plus la notion de « *fermeté* ». Même si elle ne sonne pas la fin des expulsions, ces dernières ne représentent plus un objectif en soi. Le chef de file du PS, Olivier Faure, qui désirait un vote unanime sur son texte, mardi soir, lors du bureau national, a toutefois opté pour une ligne « *plus ferme que celle de La France insoumise* », résume l'ancien secrétaire national du PS Jean-Christophe Cambadélis. « *On ne dit pas "tout le monde peut venir", c'est un texte de parti de gouvernement, et pas celui d'un parti échevelé* », se félicite l'ancien député socialiste des Bouches-du-Rhône, Patrick Mennucci, qui fait partie du courant de la maire de Vaulx-en-Velin (Métropole de Lyon), Hélène Geoffroy, opposé à la Nupes de Jean-Luc Mélenchon.

[Sandrine Cassini](#)